

Motion votée par le département d'histoire le 14 janvier 2020 :

« Confirmant leur engagement contre la réforme des retraites et la logique de précarisation dans laquelle elle s'inscrit, les enseignants du département d'histoire de l'université Bordeaux Montaigne, réunis en Assemblée générale le mardi 14 janvier 2020, s'opposent, pour les mêmes raisons, à la réforme des concours de l'enseignement ainsi qu'au projet de loi LPPR (« Loi de programmation pluriannuelle de la recherche »). Ils dénoncent l'ensemble de ces réformes et leur logique néo-libérale, qui aboutissent, *in fine*, à la destruction de l'Université, de l'enseignement et de l'ensemble des services publics ».